

AP du 11-12-72

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE de la SEINE-MARITIME

- A R R Ê T É -

DIRECTION
E LA REGLEMENTATION GENERALE

2ème Bureau

Etablissements dangereux
insalubres ou incommodes

1° Classe

Le PREFET de la REGION de HAUTE-NORMANDIE

Préfet de la Seine-Maritime

Grand Officier de la Légion d'Honneur

Croix de Guerre

V U :

La Loi du 19 Décembre 1917, modifiée par les Lois des
21 Novembre 1942 et 2 Août 1961,

Le décret du 1er Avril 1964,

Le décret du 20 Mai 1953 modifié, sur le classement des
industries dangereuses, insalubres ou incommodes,

L'arrêté préfectoral du 16 Mars 1966 autorisant la Régie
Nationale des Usines RENAULT dont le siège social est à BILLANCOURT,
8-10, Avenue Emile Zola (Hauts-de-Seine), à installer à SANDOUVILLE, une
usine de montage de véhicules automobiles,

La requête en date du 24 Mai 1972 par laquelle la Régie
Nationale des Usines RENAULT, sollicite l'autorisation de modifier les
installations de l'atelier de dilution de peinture dans l'enceinte de
son usine de SANDOUVILLE,

Les plans joints à cette pétition,

L'avis de M. l'Inspecteur Départemental des Services
d'Incendie et de Secours,

Le rapport de M. l'Inspecteur des Etablissements Classés
en date du 17 Octobre 1972,

La délibération du Conseil Départemental d'Hygiène du
14 Novembre 1972,

A R R Ê T É :

ARTICLE 1er : La Régie Nationale des Usines RENAULT, dont
le siège social est à BOULOGNE-BILLANCOURT, 8-10, Avenue Emile Zola
(Hauts-de-Seine) est autorisée à modifier les installations de l'atelier
de dilution de peinture dans l'enceinte de son usine de SANDOUVILLE.

Cette autorisation est subordonnée à l'extension des
conditions de l'arrêté sus-visé du 16 Mars 1966 qui est modifié ainsi
qu'il suit :

"ARTICLE 1er ----- III - ATELIER DE PREPARATION ET DE
DILUTION DES PEINTURES - Bâtiment C - Rez-de-chaussée.

24°) La réserve de peinture ne dépassera pas 116.000 l et sera soumise aux prescriptions générales communes aux Sections A1, A2, A3 de la rubrique n° 257"

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Par ailleurs, si l'implantation des nouvelles installations nécessite la délivrance d'un permis de construire, le présent arrêté ne prendra effet qu'à dater du jour où ledit permis aura été obtenu.

ARTICLE 3 : M. le Secrétaire Général de la Seine-Maritime, M. le Sous-Préfet du HAVRE, M. le Maire de SANDOUVILLE, M. l'Ingénieur en Chef des Mines et ses agents, MM. les Inspecteurs des Etablissements Classés, M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et ses Agents, et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont extrait sera affiché à la porte de la Mairie et inséré aux frais de la Société intéressée dans un journal d'annonces légales du Département.

ROUEN, le 11 Décembre 1972

Le PREFET,

Pour le Préfet et par délégation

Le Directeur de la Réglementation Générale

Pierre JUE

Pour ampliation
le Chef de Bureau,

M. BARBOTIN